

Universal Periodic Review
(45th working group session)
Contribution of UNESCO to Compilation of UN information
Senegal

I. RATIFICATION OF UNESCO CONVENTIONS

II. REVIEW OF LEGISLATIVE, REGULATORY AND POLICY FRAMEWORKS AND IMPLEMENTATION

A. RIGHT TO EDUCATION

Discrimination dans le domaine de l'enseignement (consultations de l'UNESCO)

TITLE	Date of ratification, accession, acceptance or succession	Declarations /Reservations	Recognition of specific competences of treaty bodies	Reference to the rights within UNESCO's field of competences
Convention against Discrimination in Education (1960)	Ratification: 25/09/1967			The right to education
Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972)	Ratification: 13/02/1976			The right freely to participate in the cultural life of the community
Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003) ²	Ratification: 05/01/2006			The right freely to participate in the cultural life of the community
Convention on the	Ratification 07/11/2006			The right freely to

1. Le pays n'a pas soumis de rapport national ni pour la 9^{ème} ni la 10^{ème} consultation sur la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.

Constitution et principale(s) loi(s) de l'éducation

2. La Constitution de la République du Sénégal de 2011, telle que modifiée,¹ garantit le droit à l'éducation des citoyens en son article 8 et ajout que « L'État a le devoir et la charge de l'éducation et de la formation de la jeunesse par des écoles publiques. Tous les enfants, garçons et filles, en tous lieux du territoire national, ont le droit d'accéder à l'école. »
3. La Loi d'orientation de l'Éducation nationale de 1991², modifiée par la loi du 15 décembre 2004³ reconnaît le droit à l'éducation pour les citoyens dans son article 3. Plus largement, l'article 5 dispose que l'éducation « s'inspire du droit reconnu à tout être humain de recevoir l'instruction et la formation correspondant à ses aptitudes sans discrimination de sexe, d'origine sociale, de race, d'ethnie, de religion ou de nationalité ». La discrimination n'est pas donc expressément proscrite.
4. Selon l'article 3 bis « La scolarité est obligatoire pour tous les enfants des deux sexes âgés de 6 à 16 ans. L'État a l'obligation de maintenir, au sein du système scolaire, les enfants âgés de 6 à 16 ans. La scolarité obligatoire est assurée gratuitement au sein des établissements publics d'enseignement ». L'éducation primaire et secondaire est donc gratuite et obligatoire pour une durée de dix ans. Aucune disposition n'a pu être identifiée concernant le caractère gratuit ou obligatoire du niveau d'enseignement pré-primaire.

Examen

Âge légal du mariage

5. Le Code de la Famille de 1972 dispose en son article 111 que « Le mariage ne peut être contracté qu'entre un homme âgé de plus de 18 ans et une femme âgée de plus de 16 ans sauf dispense d'âge accordée pour motif grave par le

1

<http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/07548efe924092fc0d1ccb3f5043eacb5671e040.pdf>

2

<http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/7e634d754261abefab501f386836f84bb36fcaa4.pdf>

3

<http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/7e634d754261abefab501f386836f84bb36fcaa4.pdf>

Président du tribunal régional après enquête ». ⁴ L'âge légal du mariage est donc de 16 ans pour les femmes. Selon la recommandation/observation générale conjointe CEDAW-CRC, un enfant capable de moins de 18 ans peut être autorisé à se marier à condition qu'il ait au moins 16 ans et que ces décisions soient prises par un juge sur la base d'exceptions légitimes définies par la loi et sur la preuve de la maturité sans déférence pour les cultures et les traditions.

Droit à l'éducation des filles et des femmes enceintes/ jeunes mères

6. La Lettre circulaire n° 004379 du ministère de l'Éducation⁵, en date du 11 octobre 2007, autorise certes les filles enceintes à poursuivre leurs études après l'accouchement, sous condition de présenter un certificat médical, mais elle met également en place la suspension de l'éducation des jeunes filles dès que l'état de grossesse est avéré. La circulaire dispose que « Les élèves en état de grossesse font l'objet d'une suspension de scolarité jusqu'à l'accouchement pour des raisons de sécurité. L'état de grossesse doit être, au préalable, dûment constaté par un médecin reconnu et agréé par l'Etat. La réintégration dans l'établissement se fait sur la présentation d'un certificat médical d'aptitude à reprendre les cours ».

Châtiment corporel

7. Selon le Décret n° 72-861 du 13 juillet 1972⁶, l'article 14 dispose que « Les seules punitions admises dans les écoles élémentaires sont :
 - la réprimande;
 - la retenue après les classes sous la surveillance du maître chargé de la classe ou du maître de service;
 - l'exclusion temporaire de 1 à 8 jours;
 - l'exclusion définitive,
8. Les châtiments corporels sont interdits. » Cependant, l'interdiction des châtiments corporels contenue dans ce décret ne s'applique qu'au niveau primaire.

Âge minimum d'admission à l'emploi

⁴ https://www.equalrightstrust.org/ertdocumentbank/CODE_FAMILLE.pdf

⁵ Ministère de l'éducation nationale, Guide de Management des collèges et lycées, p 191, accessible à : <https://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/cf895f07f1ac7c8d3aa8df807bcc4780cca24eb7.pdf> [Consulté le 06/03/2023]

⁶ http://www.africanchildinfo.net/clr/Legislation%20Per%20Country/Senegal/senegal_education_1979_fr.pdf [Consulté le 06/03/2023]

9. Le Code du travail de 1997⁷ établit l'âge légal du travail à 15 ans dans son article 145 ce qui n'est pas aligné avec la fin de la scolarité obligatoire, fixée à 16 ans. Bien que le pays ait entamé une révision de l'âge légal qui a été rapporté⁸, d'après les informations disponibles, cette révision est toujours en cours.

Taux de scolarisation

10. Plusieurs recommandations du dernier cycle ont porté sur la croissance du taux de scolarité et l'accès à l'éducation (Recommandations N°144.115, N°144.129, N°144.110, N°144.112 et N°144.123). Néanmoins, le taux brut de scolarité a baissé de 85.6% en 2015 à 81.2% en 2021 au niveau primaire, et de 50.9% à 46.9% au niveau du secondaire.⁹

B. RIGHT TO FREEDOM OF OPINION AND EXPRESSION AND RIGHT TO INFORMATION

11. The Constitution of the Republic of Senegal guarantees freedom of expression and media, and the right to pluralistic information under Article 8. These rights are further protected in Articles 9, 10 and 11. Senegal is yet to enact a freedom of information law, but a draft law has been prepared by civil society, for discussion. The Press Code (Law 2017-27) criminalizes press offences (Articles 194-199, 202, 204, 206, 209, 215, 216, 218-220, 224 and 225). Similarly, the Cybercrime Law (Law 2008-11) criminalizes offences related to the exercise of freedom of expression online, such as insult and other offences (Articles 431-438, 431-440, and 431-459). Defamation is criminalized in Senegal's Penal Code under Article 261. Defamation of individuals is punishable with imprisonment for up to two years, a fine of 100.000 to 1.000.000 francs, or both.

Implementation of the law:

12. Senegal's National Council for Audiovisual Regulation (CNRA) is the state regulatory body for all matters related to audiovisual media. The nine members of the CNRA are appointed by the President. In recent years, the CNRA has issued decisions suspending TV stations and banning broadcasting content.
13. Law No 96-04 regulates the print press. It requires all journalists to obtain a press card from the Commission of the National Press Card, whose members are designated by the Government and the Parliament. Article 192 of the law allows seizure of a broadcast medium, suspension or termination of a programme, or temporary closure of a media organization.

⁷ <https://www.ilo.org/dyn/travail/docs/839/Code%20du%20travail.pdf>

⁸

https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:13100:0::NO:13100:P13100_COMMENT_ID,P13100_COUNTRY_ID:4019706,103013:NO

⁹ <https://uis.unesco.org/fr/country/sn>

14. Senegal also has a Regulatory Authority for Telecommunications and Posts (ARTP) created by the President of the Republic as an independent administrative authority responsible for regulating the telecommunications and postal sectors. The ARTP has legal, financial and management autonomy. Its responsibilities are outlined in Law n°2011-01 of 24 February 2011 on the Telecommunications Code (Articles 123-149).

Safety of journalists

15. As of 20 April 2023, UNESCO has recorded no killings of journalists in Senegal since 2006, when systematic monitoring by the organization began.

III. RECOMMENDATIONS

A. RIGHT TO EDUCATION

16. Le Sénégal devrait être encouragée à :

- i. Proscrire explicitement la discrimination dans l'éducation dans sa législation.
- ii. Introduire au moins douze années d'éducation primaire et secondaire gratuites dans la législation.
- iii. Introduire au moins une année d'enseignement pré-primaire gratuit et obligatoire dans la législation.
- iv. Réviser le Code de la Famille afin que l'âge légal du mariage soit fixé à 18 ans pour les femmes, pour pouvoir assurer la réalisation du droit à l'éducation des filles et des femmes.
- v. Garantir dans la législation la possibilité des jeunes filles en état de grossesse de poursuivre leurs études et de pouvoir réintégrer l'école après la grossesse sans condition de documentation.
- vi. Interdire dans la législation le châtement corporel et tout type de violence dans l'ensemble du système éducatif.
- vii. Réviser le Code du Travail afin que l'âge légal du travail soit fixé à 16 ans, afin d'assurer l'alignement avec la fin de la scolarité obligatoire.
- viii. Continuer les efforts pour accroître le taux de scolarisation dans le primaire et surtout dans le secondaire.
- ix. Soumettre régulièrement des rapports nationaux complets pour les consultations périodiques sur les instruments normatifs de l'UNESCO relatifs à l'éducation, et notamment sur la Convention concernant la lutte

- contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.
- x. Partager avec l'UNESCO toute information pertinente pour la mise à jour du profil pays de l'Observatoire de l'UNESCO sur le droit à l'éducation¹⁰ et de l'outil de suivi de l'UNESCO sur le droit à l'éducation des filles et des femmes : *Son Atlas*¹¹.

B. RIGHT TO FREEDOM OF OPINION AND EXPRESSION AND RIGHT TO INFORMATION

17. Senegal is recommended to decriminalize defamation and place it within its civil code that is in accordance with international standards.
18. Senegal is encouraged to assess and increase the transparency of the members' appointment system for CNRA, the state regulatory body for audiovisual media, to ensure its independence, in alignment with international freedom of expression standards
19. Senegal is encouraged to introduce a freedom of information law that is in accordance with international standards.

C. CULTURAL RIGHTS

20. As a State Party to the Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972), the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003) and the Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions (2005), Senegal is encouraged to fully implement the relevant provisions that promote access to and participation in cultural heritage and creative expressions and, as such, are conducive to implementing the right to take part in cultural life as defined in article 27 of the Universal Declaration of Human Rights and article 15 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. In doing so, Senegal is encouraged to give due consideration to the participation of communities, practitioners, cultural actors and civil society associations as well as vulnerable groups (minorities, indigenous peoples, migrants, refugees, young people and persons with disabilities), and to ensure that equal opportunities are given to women and girls to address gender disparities.

D. THE RIGHT TO SHARE IN SCIENTIFIC ADVANCEMENT AND ITS BENEFITS

21. Senegal did not submit its National Report on the implementation of the Recommendation on Science and Scientific Researchers (2017) for the consultation period from 2017 to 2020. In May 2023, UNESCO's Executive Board also adopted 216 EX/Decision 45, which calls on all Member States to redouble their efforts to ensure the full and comprehensive implementation and monitoring of the 2017 Recommendation on Science and Scientific Researchers along the lines established in this decision. Therefore, Senegal is encouraged to report to UNESCO on its

¹⁰ <https://fr.unesco.org/themes/droit-education/base-de-donnees>

¹¹ <https://fr.unesco.org/education/girls-women-rights>

implementation actions, especially noting legislative or other measures adopted by it with the aim to ensure application of these norms and standards in national law, policy and practice. Particular attention should be paid to the legal provisions and regulatory frameworks which ensure the implementation of human rights of scientific researchers themselves (rights of association, freedom of research, expression and publication, equal opportunities and treatment, including for girls and women pursuing a scientific career, etc.) and human rights obligations related to the practice of science generally: the human rights related to access to and uses of scientific knowledge through education; the sharing of benefits of scientific progress and its applications with emphasis on non-discrimination and inclusion; protection for the rights of human subjects of research; and promotion of the science society interface. UNESCO stands ready to support Senegal develop and nurture its science ecosystem, and the protection of their science and scientific researchers, in line with the abovementioned Recommendation. Senegal is invited to reach out to the UNESCO Secretariat for that purpose.

22. Furthermore, Senegal is encouraged to expand input on issues covered by the Recommendation in its national report to the UPR to allow further discussions thereon at the Human Rights Council and the formulation of specific recommendations. Within this framework, Senegal is urged to consider expanding the scope of application of freedom of expression to include scientists and scientific researchers and also to address the relevant dimensions of the right to science in its reporting on the impact of the COVID-19 pandemic and the assessment of responses thereto.